

Brochure n° 3617

Convention collective nationale

IDCC : 7018. – ENTREPRISES DU PAYSAGE

AVENANT N° 20 DU 6 OCTOBRE 2017

RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} JANVIER 2018

NOR : AGRS1797249M

IDCC : 7018

Entre

Union nationale des entreprises du paysage UNEP

D'une part, et

Fédération générale agroalimentaire FGA CFDT

Fédération CFTC de l'agriculture CFTC-Agri

Fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et des secteurs connexes
FGTA FO

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions particulières propres aux ouvriers et employés, chapitre II, article 5 (salaires) de la convention collective nationale du paysage du 10 octobre 2008 fixées respectivement aux articles 5.1 et 5.2 sont modifiées par les dispositions suivantes :

(En euros.)

POSITION	TAUX HORAIRE BRUT	SALAIRE MENSUEL BRUT (pour 151,67 heures)
O1	9,96	1 510,63
O2	9,99	1 515,18
O3	10,09	1 530,35
O4	10,29	1 560,68
O5	10,65	1 615,29
O6	11,15	1 691,12
E1	9,96	1 510,63
E2	9,99	1 515,18

POSITION	TAUX HORAIRE BRUT	SALAIRE MENSUEL BRUT (pour 151,67 heures)
E3	10,40	1 577,37
E4	11,04	1 674,44

Article 2

Les dispositions particulières propres aux techniciens et agents de maîtrise chapitre II, article 5 (salaires) de la convention collective nationale du paysage du 10 octobre 2008 sont modifiées par les dispositions suivantes :

(En euros.)

POSITION	SALAIRE MENSUEL BRUT (pour 151,67 heures)
TAM 1	1 887,00
TAM 2	1 987,40
TAM 3	2 129,88
TAM 4	2 308,76

Article 3

Les dispositions particulières propres aux cadres chapitre II article 5 (salaires) de la convention collective nationale du paysage du 10 octobre 2008 fixées dans le tableau salaire annuel brut sont modifiées par les dispositions suivantes :

Les autres dispositions fixées après le tableau salaire annuel brut restent inchangées.

(En euros.)

POSITION	SALAIRE ANNUEL BRUT
C	31 138,28
C1	36 172,31
C2	36 172,31
C3	37 833,01
C4	38 964,37
C5	41 621,50
D	D'un commun accord

Article 4

Entrée en vigueur

Les dispositions du présent avenant entreront en vigueur au plus tôt au 1^{er} janvier 2018, sous réserve de la publication au *Journal officiel* de l'arrêté d'extension au plus tard le 15 décembre 2017.

À défaut d'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2018, les dispositions visées s'appliqueront comme suit :

– le premier jour du mois qui suit la publication de l'arrêté d'extension.

Article 5

Dépôt et extension

Le présent avenant est déposé conformément aux dispositions légales et son extension est demandée.

Fait à Paris, le 6 octobre 2017.

(Suivent les signatures.)